

Droite et gauche au Luxembourg:

Quelle pertinence?

Nous avons souvent entendu proclamer au cours des dernières années que les mots de droite et de gauche politique n'avaient plus de sens. Ce serait la chute du mur du Berlin qui aurait définitivement rendu caduque ce couple à l'existence pourtant si dure. - Or, le langage commun continue à décrire l'univers conflictuel de la politique en recourant à ces termes de gauche et de droite. Ce faisant, il associe souvent à la gauche des caractéristiques ou des valeurs telles que progressisme, égalité, justice, émancipation, et à la droite, des tendances ou valeurs telles que conservatisme, traditionalisme, liberté, libéralisme.

Pour tester la pertinence du couple gauche-droite au Grand-Duché, nous allons vérifier, dans cet article, si et dans quelle mesure les orientations politiques des personnes (leur position sur l'axe gauche-droite) et leurs appartenances politiques (à travers leurs intentions de vote pour telle ou telle formation politique) influencent leurs opinions par rapport à certaines thématiques qui concernent différents domaines de la vie en société et qui alimentent ou sont susceptibles d'alimenter le débat politique. Plus précisément, nous allons chercher à vérifier si le clivage gauche/droite produit encore des orientations différentes, et dans quels domaines, et nous nous demanderons dans quelle mesure ces clivages gauche-droite se superposent avec certaines oppositions entre partis politiques, et quelles oppositions. Soulignons que ce questionnement sur la pertinence de l'opposition gauche-droite s'appuie sur les opinions des personnes et non sur les programmes ou les pratiques des partis politiques. C'est l'intérêt, mais aussi la limite, de notre contribution.¹

Intérêt de la problématique

La question de la pertinence gauche-droite a refait bruyamment surface lors du premier tour des élections présidentielles en France. Si les programmes des deux principaux candidats de gauche et de droite ne laissaient guère percevoir

de différence, la France, traditionnellement partagée en deux grands camps, socialiste et gaulliste, a voté pour les candidats extrémistes, de droite comme de gauche. Face à la poussée des extrémismes, la pertinence de la distinction classique entre gauche et droite s'est à nouveau posée.

Cette question est évidemment importante à analyser dans un contexte sociétal spécifiquement luxembourgeois, marqué par sa grande stabilité politique. Depuis la deuxième guerre mondiale, les trois grands partis traditionnels se sont en effet toujours partagé le pouvoir - dans un pays où le vote est obligatoire - au point qu'ils se sont imprégnés d'une culture de coalition et de compromis.

La question du sens attribué aux notions de gauche et de droite se pose certainement au Luxembourg d'une façon différente de celle qui pourrait s'appliquer dans les autres pays européens, notamment en Belgique ou en France. En effet, alors qu'en France, il est inimaginable que des partis de droite gouvernent avec des partis de gauche, ce n'est pas du tout le cas au Luxembourg où les grands partis essaient de s'ancrer au centre. Au point qu'il convient de se demander si, au Grand-Duché, il existe aujourd'hui un vrai grand parti de droite ou un vrai grand parti de gauche.² Le parti CSV, généralement perçu comme un parti de droite classi-

que, était dans le temps bien implanté en milieu rural catholique ; depuis plusieurs décennies, il cherche l'ouverture vers d'autres composantes de la population, tout en étant mû par un réformisme social inspiré de l'enseignement social de l'Église. Historiquement du moins, le parti DP a dû composer de plus en plus avec un libéralisme social et économique, ce dernier lui valant parfois une étiquette de parti de droite. À la différence de son "frère" et du mouvement socialiste en France, le grand parti luxembourgeois de "gauche", le LSAP, n'a pas été et n'est pas influencé par le syndicalisme révolutionnaire. Le LSAP a toujours été confronté à l'exercice difficile de concilier ses objectifs de transformation sociale et les conditions de participation au système politique luxembourgeois, dans un pays où l'électorat ouvrier n'a cessé de décroître.

C'est par rapport à six problématiques que nous allons tester la pertinence du clivage gauche-droite et le rapport de celui-ci avec les adhésions politiques des personnes. Ainsi, nous allons nous pencher sur (1) l'identité politique des personnes (à travers leur orientation politique et leur orientation de vote) et découvrir par là quelques caractéristiques des bases électorales des partis politiques; nous prolongerons cette approche par l'examen des formes d'action politique privilégiées par les habitants du Grand-Duché. Nous aborde-

rons ensuite (2) les conceptions de liberté, d'égalité et de justice, (3) les perceptions de la présence des étrangers et des politiques migratoires, (4) les opinions des personnes sur les rapports Eglise – État et, enfin (5) certaines options morales concernant la disposition corporelle de soi et des autres. Nous concluons (6) en proposant quelques réflexions sur la pertinence, les limites et les avantages du clivage gauche-droite au sein de la société luxembourgeoise actuelle.

1. Les identités politiques: orientations politiques et orientations de vote, bases électorales et formes d'actions politiques

Pour dégager quelques aspects de l'identité politique des habitants du Luxembourg, nous allons d'abord examiner comment les personnes se situent sur l'axe politique classique gauche-droite³ et quelles étaient leurs intentions de vote. Cela nous permettra d'appréhender plus précisément les bases électorales potentielles des partis.

a) Se situer sur l'échelle politique gauche-droite

L'EVS montre que la grande majorité des personnes au Luxembourg se situe politiquement au "centre" (38 %). Reste à savoir s'il s'agit d'un positionnement politique centriste (positions 5 et 6 sur l'échelle de 1 à 10) ou d'un positionnement qui évite de prendre position. "Droite" (positions 7 et 8) et "Gauche" (positions 3 et 4) se situent aux alentours de 15 % chacune. Les deux positions extrêmes, à droite (positions 9 et 10) et à gauche (positions 1 et 2), récoltent moins de 5 % chacune. Intéressant aussi le taux élevé de sans réponse (26 %): beaucoup de personnes ne se reconnaîtraient-elles donc plus dans l'échelle politique classique gauche-droite?

b) Se situer au niveau de l'intention de vote

Le taux de ceux qui ne se situent pas sur l'échelle "gauche-droite" reste toutefois inférieur au taux de personnes qui, au niveau de l'intention de vote,

n'optent pas pour un parti. En cumulant les taux de ceux qui ne s'identifient pas à un parti si demain il y avait des élections, nous arrivons, avec 44 %, à un pourcentage particulièrement élevé. Il est vrai qu'un certain nombre d'étrangers ont dit qu'ils ne participeraient pas au vote, non par choix, mais tout simplement parce qu'ils ne remplissaient pas les conditions de participation électorale. Il est vrai aussi que beaucoup de personnes ne se sont pas fait à l'idée de savoir pour qui voter

qu'il s'agisse d'une majorité absolue), mais une forte proportion se place également au centre.

- Les électeurs potentiels du parti DP se situent en majorité absolue au centre, avec des proportions importantes de personnes qui se positionnent à gauche et à droite.

- La base électorale des Gréng est formée d'abord par des personnes qui se situent au centre, devant de peu un

Intentions de vote	Échelle politique gauche-droite			
	Gauche (1-4)	Centre (5-6)	Droite (7-10)	NSP/SR
CSV	9	39	39	13
Déi Gréng	34	42	4	20
DP	20	58	14	8
LSAP	45	27	9	19
ADR	27	23	30	20
Déi Lénk	71	8	13	8
Abstentionniste Votant blanc, ne sait pas	12	37	10	40

Figure1: Lien entre choix du parti et échelle politique (% en lignes)

demain, alors qu'ils venaient tout juste de voter (juin 1999). Par ailleurs, un certain nombre d'électeurs hésitent sur le choix à faire jusqu'à la dernière minute. L'exemple des élections présidentielles en France a d'ailleurs montré le décalage qui peut exister entre les intentions de vote recueillies par un sondage (dans le cas présent, il s'agissait d'une interview) qui n'engage à rien, et le vote effectif d'un électorat assez volatile. Ce qui n'enlève rien au fait que le tableau des intentions de vote offre une photographie pertinente des affinités politiques à un moment donné.

c) Liens entre orientations politiques et intentions de vote

Les liens entre choix du parti⁴ et positionnement sur l'échelle politique fournissent des indications intéressantes sur l'identification politique des bases électorales des différents partis:

- Ceux qui voteraient CSV se situent à égalité au centre et à droite, avec une plus faible proportion à gauche.

- Ceux qui voteraient LSAP se positionnent majoritairement à gauche (sans

groupe important de personnes qui se situent à gauche.

- L'électorat de l'ADR se répartit selon de fortes proportions entre les 4 positions, tout en se situant d'abord à droite, puis à gauche.

- Les Lénk s'identifieraient très clairement à la gauche.

- Le LSAP, les Gréng et l'ADR connaissent une forte proportion de personnes qui n'arrivent pas à se situer sur l'échelle gauche-droite.

- Les indécis (ne sait pas), les abstentionnistes potentiels (je ne prendrais pas part au vote) et les protestataires (bulletin blanc) se situent majoritairement au centre.

Il n'y a donc pas d'étanchéité parfaite entre "partis" dits de gauche ou de droite et la "gauche" ou la "droite". Si les résultats indiquent que les élections se gagnent au centre, les partis politiques doivent, dans une perspective de stratégie électorale, composer avec leur base électorale propre et celle qui est à conquérir.

d) Quelques caractéristiques de la gauche, de la droite et des formations politiques

Relevons quelques caractéristiques socio-économiques et démographiques de la base électorale de la gauche et de la droite, ainsi que des différentes formations politiques.

- D'abord, au niveau de la *nationalité*. Les Portugais montrent un profil très spécifique: 44% ne se situent pas sur l'échelle politique et 67% n'expriment pas d'intention de vote en faveur d'un parti luxembourgeois, tandis que 12% déclarent ne pas vouloir participer au vote et 10% mettraient un bulletin blanc. Faut-il y voir une attitude apolitique suite à une longue expérience dictatoriale? Plus généralement, en ce qui concerne leurs intentions de vote, les étrangers ne se sentent pas appartenir vraiment à un parti politique luxembourgeois.

Si l'étude EVS montre par ailleurs que, dans l'ensemble, les étrangers semblent s'intéresser à la politique - moins que les Luxembourgeois toutefois -, cet intérêt ne se traduit pas forcément par une intention de vote pour un parti luxembourgeois. Faut-il y voir une difficulté de percevoir le profil de partis dont les dénominations et les contenus politiques seraient trop différentes de ceux des partis politiques du pays d'origine? En tout cas, cette difficulté a été exprimée au cours d'un séminaire avec des candidats étrangers aux dernières élec-

tions communales. On peut aussi se demander si les partis politiques font un effort suffisant pour intégrer la population étrangère dans leur électorat.

- Les résultats de l'étude EVS laissent aussi apparaître, dans le rapport des habitants au politique, des clivages - réels, mais relatifs - *selon les professions, les niveaux de revenus et les niveaux d'études*. Ainsi, l'intérêt pour la politique varie selon le statut social des per-

Dans la mesure où les personnes âgées de plus de 60 ans sont surtout attirées par la droite et le CSV, il faut s'attendre à ce que le récent projet de loi portant réforme de la loi électorale et qui prévoit le relèvement, de 70 à 75 ans, de l'âge de participation obligatoire aux élections, semble avoir un effet bénéfique surtout pour le CSV.

sonnes: les personnes ayant un niveau élevé de revenu, un statut professionnel élevé et un bon niveau d'étude s'investissent davantage dans la politique que les autres catégories sociales. Qu'en est-il du positionnement sur l'échelle politique?

Nous pouvons constater que l'identification à gauche et au centre est surtout

l'affaire de personnes à niveau d'études supérieures et des fonctionnaires :

Si 16% des répondants disent être gauche, ce pourcentage monte à 22% pour les personnes à niveau d'études supérieures et à 21% chez les fonctionnaires. Si 38% des répondants se positionnent au centre, le taux atteint les 44% chez les personnes hautement formées et 45% parmi les fonctionnaires. Les personnes de plus de 60 ans s'identifient plutôt à la droite (19% contre 13% en moyenne) et la droite extrême (9% contre une moyenne de 4%) et surtout au CSV (31%, contre 19% pour l'ensemble des personnes qui voteraient CSV). Les fonctionnaires sont davantage attirés par le DP (21% contre 13% en moyenne). Si le LSAP doit toujours composer avec un électorat ouvrier (18% d'ouvriers qualifiés et 14% d'ouvriers non qualifiés contre 11% en moyenne), il doit prendre en considération un électorat appartenant aux autres catégories professionnelles (13% d'employés, de fonctionnaires, de professions libérales et cadres supérieurs). Le CSV semble recruter son électorat dans les diverses catégories professionnelles, selon des proportions assez équilibrées et se situant dans des marges allant de 16 à 22%.

L'image globale des partis qui se dessine est donc celle d'une CSV-Vollekspartei - au sens où elle semble recruter dans les différentes catégories socio-professionnelles, tout comme le LSAP - qui garde toutefois une base électorale dominée par les ouvriers, d'un parti Déi Gréng relativement boudé par les personnes socialement ou culturellement défavorisées (3% de votants parmi les personnes à niveau d'études primaires et les ouvriers qualifiés, contre une moyenne de 6%), et d'un DP qui garde son attraction pour les indépendants et agriculteurs.

Un défi pour tous les partis réside certainement dans leur capacité à mobiliser les abstentionnistes potentiels, protestataires ou non (vote blanc, nul, sans réponse), qui se recrutent surtout dans la population étrangère (par choix ou par exclusion juridique), parmi les personnes à niveau d'études primaire (54%), les indépendants et agriculteurs (48%), les ouvriers non qualifiés (46%), les personnes sans activité profession-

Orientation politique	À déjà fait						
	Signer une pétition	Participer à un boycott	Participer à une manifestation	Participer à une grève sauvage	Occuper les bureaux d'usine	Militer dans un parti	Militer dans un syndicat
Tout à fait à gauche	57	21	41	27	9	12	21
À gauche	62	14	42	11	2	8	10
Au centre	55	9	28	6	2	4	5
À droite	47	6	18	3	0	6	8
Tout à fait à droite	49	6	35	4	4	13	25
Sans réponse	37	4	16	2	0	2	4
Total	50	8	27	6	1	5	7

Figure 2 : Formes d'actions politiques selon l'orientation politique

Note de lecture: 57 % des personnes qui se situent tout à fait à gauche ont déjà signé une pétition.

nelle (53%) et les jeunes de moins de 25 ans (54%).

La base électorale des différentes formations politiques risque de vieillir, surtout si ces dernières n'arrivent pas à intéresser à la politique des jeunes qui se montrent plutôt distants à l'égard de la forme électorale de participation. À cet égard, les partis politiques semblent particulièrement fragiles, à l'exception du DP. Dans la mesure où les personnes âgées de plus de 60 ans sont surtout attirées par la droite et le CSV, il faut s'attendre à ce que le récent projet de loi portant réforme de la loi électorale et qui prévoit le relèvement, de 70 à 75 ans, de l'âge de participation obligatoire aux élections, semble avoir un effet bénéfique surtout pour le CSV.

e) Les formes d'action politique et les méthodes de changement de la société

Traditionnellement, on associe à la "gauche" ou aux partis de "gauche" une prédisposition plus grande à des formes d'actions moins conventionnelles que le vote. Par ailleurs, la gauche privilégierait une attitude (plus) radicale de transformation sociale, alors que la droite, plus conservatrice et plus liée au passé, accentuerait la politique des petits pas. Ces images correspondent-elles à la réalité?⁵

Nous n'avons repris que les résultats des personnes qui *ont déjà fait* une telle action et non ceux des personnes qui envisageraient de le faire (sachant que des clivages semblables se manifestent dans les deux cas).

De manière globale, en dehors du vote, les actions les plus répandues sont la pétition et, assez loin derrière, les manifestations. La pétition semble aujourd'hui un moyen presque commun "d'exprimer son point de vue sur une situation et il faut le dire, les occasions de participer à ce type d'action sont devenues relativement nombreuses dans la vie quotidienne, étant donné, entre autres, l'importance de la participation des habitants du Luxembourg à la vie associative.

Ce constat n'a rien d'étonnant, dans la mesure où ces deux formes d'actions se caractérisent toutes deux par leur caractère légal et légitime. Il ne vaut toutefois pas dans le cas des militances



dans les structures traditionnelles, les partis et les syndicats, institutions par rapport auxquelles les habitants du pays n'accordent pas, selon d'autres résultats de l'étude EVS, un taux élevé de confiance. La participation à des formes d'actions illégales ne recueille qu'une adhésion très faible au Luxembourg.

Le tableau ci-dessus nous permet toutefois de mettre en évidence l'existence de cultures politiques différentes :

- Les hommes et femmes de gauche sont systématiquement plus attirés par les formes d'actions autres que le vote que ce n'est le cas à droite et au centre, qu'il s'agisse d'ailleurs des formes d'actions illégales ou légales.
- La gauche extrême et la droite extrême se caractérisent par leurs taux de militance dans les structures traditionnelles beaucoup plus importants que ceux des autres tendances politiques.
- Par ailleurs, la culture de protestation qui se manifeste en-dehors du cadre légal ne connaît une adhésion importante que parmi la gauche extrême.
- Une image analogue, mais moins nette, se dessine au départ des intentions de vote. Globalement, les partis

de gauche et surtout les plus petits d'entre eux restent plus facilement mobilisables autour de formes d'action "protestataires": 77% des Gréng ont déjà signé une pétition, 39% ont participé à une manifestation, et 8% à une grève sauvage; chez les partisans des Lénk, ces taux sont respectivement de 61,29 et 9%). La base électorale du LSAP se démarque des autres formations politiques par les taux importants de militance dans les structures (15% pour la militance dans un parti et 16% pour la militance dans un syndicat).

Interrogées sur les rythmes de changement au sein de la société, la grande majorité des personnes (54%) privilégient largement la politique des petits pas, au détriment du changement radical (16%), dans une société habituée à la stabilité politique, au système de compromis et au consensus. Si l'adhésion à la politique des petits pas est très importante parmi les différentes tendances politiques, la droite extrême décroche la palme avec un taux de soutien de 66% devançant la droite avec 60%. Après la politique des petits pas viennent en deuxième lieu, les positions intermédiaires, devançant les changements radicaux, sauf pour la gauche

Qu'est-ce qu'une société doit faire pour être considéré comme « juste » ?								
Dimensions de la justice		Tout à fait à gauche	À gauche	Au centre	À droite	Tout à fait à droite	Sans réponse	Total
Éliminer les grandes inégalités de revenus	Important	66	68	57	61	74	62	61
	Entre les deux	14	13	20	14	9	16	16
	Pas important	16	15	20	23	15	14	18
Garantir les besoins de base de tous	Important	91	93	88	90	92	85	88
Que chacun reçoive argent et considération selon ses mérites	Important	82	85	88	91	91	86	87

Figure 3: Dimensions de la justice selon l'orientation politique des personnes

Note de lecture: 66% des personnes qui se situent tout à fait à gauche considèrent qu'il est important d'éliminer les inégalités de revenus. Nous n'avons repris ici que les réponses les plus significatives.

extrême qui mise encore davantage sur cette stratégie de transformation sociale (27%). Cette image assez consensuelle se confirme du côté des formations politiques, qui soutiennent majoritairement un rythme de changement progressif de la société. Soulignons toutefois que les deux petites formations politiques, sans expérience de gouvernement, ADR (63%) et Déi Lénk (65%) devançant à cet égard les trois grands partis luxembourgeois: CSV (61%), DP (58%) et LSAP (57%). Ce résultat est peut-être dû aux effectifs trop faibles des répondants de ces petites formations politiques. Seul l'électorat des Gréng se démarque quelque peu des autres formations politiques en misant davantage sur les changements radicaux. L'image traditionnelle d'une attitude plus radicale pour changer la société vaut tout au plus pour l'extrême gauche et une partie de l'électorat des Gréng.

Si nous pouvons conclure à l'existence de cultures d'action politique différentes selon l'orientation politique et l'orientation de vote gauche-droite des personnes, celle-ci apparaît davantage dans les formes d'actions, alors qu'elle est en train de s'effacer dans les stratégies de changement social.

2. Quelles conceptions de la liberté, de l'égalité et de la justice à gauche et à droite?

Dans le passé, deux grands modèles idéologiques classiques ont existé. En premier lieu, le modèle du libéralisme dont la doctrine pouvait s'exprimer sur le plan économique et politique. Selon le libéralisme économique, l'État ne doit pas intervenir dans le jeu de concurrence entre les différents acteurs économiques sous peine de menacer le bon fonctionnement de l'économie. Le libéralisme politique mettait au premier plan les libertés individuelles, les pouvoirs de l'État devant être strictement limités pour ne pas menacer ces libertés.

En second lieu, les courants se réclamant du socialisme défendaient au contraire le rôle et l'intervention de l'État, dans la mesure où une absence totale d'intervention de l'État dans les rapports entre individus et groupes sociaux devait conduire inévitablement à des injustices et à des inégalités : des situations où tous les individus ne disposent pas ou ne disposent plus des mêmes moyens pour développer leurs potentialités.⁶ Historiquement, ces modèles

ont fortement marqué l'identité et les discours des différents partis.

Plusieurs questions de l'EVS se rapportent aux valeurs de liberté et d'égalité, aux conceptions d'une société juste et à l'appréciation de l'attitude, du rôle et de la responsabilité de l'individu ou de l'État par rapport à diverses questions de société.

a) Liberté ou égalité?

Deux grandes valeurs ont caractérisé les sociétés occidentales, surtout depuis le 18^{ème} siècle: la liberté et l'égalité. Même si ces deux valeurs ont toujours coexisté dans la plupart des démocraties libérales et sociales, leur histoire a été marquée par l'accentuation de l'une ou de l'autre. L'accentuation de la liberté - au détriment de l'égalité - a davantage marqué les phases de cette histoire dominées par le libéralisme, alors que l'accentuation de l'égalité a davantage caractérisé les périodes de luttes pour les droits sociaux et de démocratie sociale. Ces orientations ont souvent été de pair avec l'importance plus ou moins grande attribuée à l'État dans la gestion des sociétés, en particulier dans la gestion de l'économie et de ses incidences au niveau social. Il s'agit donc d'une question qui renvoie à l'un des enjeux fondamentaux des démocraties modernes. Qu'en est-il à l'heure actuelle au Grand-Duché ? À laquelle de ces deux valeurs la priorité est-elle donnée ? Par qui ? Les choix diffèrent-ils sensiblement selon les partis politiques, à gauche et à droite ?⁷

Globalement, la valeur de liberté est davantage choisie : par 47% des personnes, avant l'égalité (38%). Sur l'échelle politique, seuls les extrémistes de gauche et de droite accordent nettement plus d'importance à l'égalité. La gauche, le centre et la droite privilégient toutes trois la valeur de liberté (52 et 51%). Les trois grands partis, de gauche comme de droite, se réfèrent, eux aussi, prioritairement au principe de liberté. Seul Déi Greng privilégie largement l'égalité. L'ADR se caractérise par un taux élevé de personnes qui ne prennent position ni pour l'une ni pour l'autre de ces deux valeurs.

Au vu de ces résultats, on pourrait se poser la question de savoir si c'est

la liberté ou l'égalité qui représentent aujourd'hui les valeurs fondamentales de la gauche. À ce stade, et par rapport à des termes aussi génériques que *liberté* et *égalité*, auxquels on peut donner des contenus très divers, la prudence appelle à ne pas tirer de conclusions hâtives. La seule conclusion que nous proposons pour l'instant, c'est que ce critère "général" semble ne plus pouvoir expliquer à lui seul les différences entre les grands partis du centre, de droite et de gauche. Il est donc important de s'interroger plus avant sur les conceptions de la liberté et de l'égalité et sur d'autres questions de société où sont éventuellement en jeu, en filigrane, des approches différenciées de la liberté et de l'égalité.

b) Quelles conceptions de la justice à droite et à gauche ?

Les conceptions d'une société *juste* constituent une dimension essentielle de cette approche, dans la mesure où les hommes et les femmes ne peuvent que difficilement s'accommoder d'une société ou d'une organisation qui s'éloignerait trop de leur conception de la justice. Une question de l'EVS s'intéresse plus particulièrement à l'idée de justice sociale⁸, thème qui a mobilisé les mouvements ouvriers de tradition socialiste et chrétienne aux 19^e et 20^e siècles.

Dans l'ensemble, la priorité est largement attribuée à la satisfaction des besoins de base (88%) et à la rétribution en fonction du mérite (87%) comme dimensions de la justice. Aucune polarisation ne s'exprime à ces niveaux. Arrive ensuite, mais assez loin derrière, l'élimination des grandes inégalités, avec 61%. Et c'est à ce sujet que se manifestent certaines polarisations.

On constate une première polarisation à ce sujet entre, d'une part, le centre (57%) et la droite (61%), et, d'autre part, l'extrême droite (74%). Cette polarisation est plus prononcée qu'avec la gauche. D'autre part, un second clivage apparaît, mais assez relatif, entre la gauche ("modérée" et "extrême") et la droite. Les mêmes constats peuvent être faits en ce qui concerne les orientations de vote. Le seul décalage important est celui qui se manifeste entre la Lénk, qui valorise à 71% l'élimination

des grandes inégalités, contre 51% chez la DP. La Lénk et les Gréng attribuent également moins d'importance à l'idée du mérite (78% et 84%).

En confrontant les positions de chaque personne sur les trois propositions, nous avons pu dégager deux conceptions principales : une conception majoritaire (55%), qui fait coexister les trois approches et une deuxième conception, minoritaire (28%), qui table sur la responsabilisation individuelle à partir du moment où la collectivité garantit à chacun ses besoins de base. Les deux

conceptions se retrouvent dans la place qu'elles accordent au mérite et aux besoins de base.

Quoi qu'il en soit, ces résultats finalement peu tranchés conduisent à s'interroger sur la pertinence de l'opposition entre la gauche et la droite dans leur approche de la justice sociale.

c) Opinions sur divers sujets à connotations idéologiques et politiques

L'examen de divers thèmes relatifs à une approche "libérale-sociale" de la société va nous permettre de préciser

Thèmes		Tout à fait à gauche	À gauche	Au centre	À droite	Tout à fait à droite	Sans réponse	Total
Responsabilité pour subvenir aux besoins de chacun	Individu	40	55	57	63	44	37	51
	État	28	17	15	12	17	23	17
Obligation pour les chômeurs d'accepter ou de refuser un emploi	Entre les deux	33	27	27	23	35	26	27
	Accepter	58	52	60	75	65	57	60
Concurrence, bonne ou mauvaise chose pour les gens	Droit de refuser	28	24	15	14	13	17	17
	Entre les deux	14	24	24	15	20	18	21
L'État devrait donner plus de liberté aux entreprises ou contrôler ?	Bonne chose	39	46	53	65	39	40	49
	Mauvaise chose	32	20	19	10	23	24	20
Les revenus devraient être plus égalitaires ou récompenser l'effort individuel	Entre les deux	27	31	26	24	27	24	26
	Plus de liberté	16	21	21	21	23	12	19
Qui devrait organiser les retraites ?	Mieux contrôler	72	40	42	51	55	45	45
	Entre les deux	12	32	30	23	13	24	26
L'État devrait donner plus de liberté aux entreprises ou contrôler ?	Plus égalitaires	28	22	15	12	33	22	19
	Récompenser l'effort ind.	44	58	62	72	52	55	60
Entre les deux	Entre les deux	21	20	22	16	15	12	18
	Les individus	16	18	24	30	21	16	21
Entre les deux	L'État	71	55	45	50	60	53	51
	Entre les deux	11	24	26	18	19	17	22

Figure 4: Opinions sur des sujets de société opposant attitude libérale, responsabilité individuelle ou intervention de l'État

Note de lecture : 40 % des personnes qui se situent tout à fait à gauche considèrent que c'est à l'individu de prendre ses responsabilités pour subvenir à ses besoins. Nous n'avons pas inclus dans le tableau les sans réponse à ces questions thématiques.

ces résultats. En effet, les personnes interrogées étaient également appelées à se situer face à un ensemble d'affirmations à connotation idéologique dont certaines relèvent plutôt d'une approche libérale, de type économique ou philosophique, d'autres d'une approche sociale.

La question était formulée de la façon suivante: *Maintenant, j'aimerais que vous me donniez votre opinion sur un certain nombre de sujets à partir d'une échelle de 1 à 10: Si vous êtes d'accord avec la phrase qui se trouve à gauche, vous choisissez le chiffre "1", si vous êtes d'accord avec la phrase de droite vous choisissez le chiffre "10"* ("entre les deux" correspond aux notes 5 et 6).

L'image globale qui se dessine, d'un côté, valorise l'orientation libérale, la responsabilité et la performance individuelles, et soutient la concurrence pour stimuler les individus, mais, d'un autre côté, plaide en même temps pour un contrôle renforcé sur les entreprises et pour un rôle actif de l'État dans l'organisation des retraites. Par ailleurs, dans la mesure où les chômeurs sont considérés par une large majorité comme devant accepter tout emploi disponible sous peine de perdre leur allocation de chômage, on peut penser qu'il ne fait pas bon d'être chômeur au Luxembourg, société de plein emploi.

L'idéologie de la responsabilité et du mérite individuels se trouve ainsi souvent doublée d'un souhait de voir les pouvoirs publics intervenir malgré tout pour réguler l'économie et continuer à garantir certains acquis sociaux. Ces orientations contrastées ne s'arrêtent pas aux frontières des orientations politiques ni à celles des partis politiques.

En effet, il est frappant de constater que, sur toutes ces questions, les personnes de gauche, de droite, du centre et les personnes sans orientation politique déclarée se positionnent majoritairement dans la même direction, même si l'importance des majorités varie, le plus souvent, en fonction de l'axe classique gauche-droite, la gauche restant plus sensible à des règles relevant du principe de l'égalité, la droite à des règles accentuant la responsabilité et la liberté individuelles.

On constate tout de même une dispersion, mais relativement faible, entre ces tendances par rapport à la moyenne. Relevons en particulier:

- l'existence d'écarts les plus faibles entre la gauche et la droite sur les propositions idéologiques classiques concernant les responsabilités soit de l'État soit des individus pour subvenir aux besoins;

L'antagonisme entre gauche et droite ne se construit donc plus autour de systèmes idéologiques simples, fondés sur de grandes valeurs génériques considérées traditionnellement comme étant de gauche ou de droite. De façon globale se dessine l'image d'un libéralisme sans doute particulier au Luxembourg et qui ne s'arrête plus aux frontières d'un parti.

- des résultats inverses à ceux auxquels on aurait pu s'attendre, à savoir l'important rejet du libéralisme économique (contrôle des entreprises), plus prononcé encore à droite qu'à gauche.

En fait, c'est sur les autres propositions, celles qui concernent la responsabilisation et la performance individuelle, que la distinction entre droite et gauche devient le plus palpable :

- l'organisation des retraites par les individus plutôt que par l'État (30% à droite contre 18% à gauche):

- la récompense de l'effort individuel plutôt qu'un revenu égalitaire (72% pour la droite contre 58% pour la gauche);

- l'appréciation de la concurrence comme élément positif permettant de stimuler les gens (65% pour la droite contre 46% pour la gauche).

Par ailleurs, l'incidence la plus nette du couple gauche-droite se manifeste autour d'une proposition à forte connotation morale: le devoir pour les

chômeurs d'accepter tout emploi (75% pour la droite contre 52% pour la gauche).

Finalement, la droite s'écarte le plus de la gauche extrême et de la droite extrême au sujet des propositions concernant la responsabilité individuelle et la concurrence. L'extrême gauche et l'extrême droite partagent un point commun : des taux faibles en faveur des propositions libérales et des pourcentages plus élevés en faveur d'une prise en charge par l'État des problèmes de société.

L'antagonisme entre gauche et droite ne se construit donc plus autour de systèmes idéologiques simples, fondés sur de grandes valeurs génériques considérées traditionnellement comme étant de gauche ou de droite. De façon globale se dessine l'image d'un libéralisme sans doute particulier au Luxembourg et qui ne s'arrête plus aux frontières d'un parti. Il convient cependant de se demander si les individus expriment par là leur attachement à une théorie politique, celle de la fameuse "troisième voie", ou si ces opinions ne relèvent pas plutôt d'une attitude pragmatique qui consiste à puiser, dans le libéralisme et le socialisme, ce qui, aujourd'hui, peut arranger les personnes.

3. La politique à l'égard des étrangers et la perception de leur présence divisent-elles la gauche et la droite?

La politique d'immigration représente un enjeu clé pour les années futures. Les chiffres le prouvent : l'immigration est la composante exclusive du maintien démographique du pays et la richesse économique du pays repose en grande partie sur l'apport économique de la main-d'œuvre étrangère, immigrée ou frontalière.

Dans le passé, à plusieurs reprises, la question des migrations a fait l'objet de tabous et/ou de recherches de consensus entre formations politiques pour éviter que ces questions ne soient exploitées à des fins démagogiques ou électorales. Rappelons-nous le débat autour de la citoyenneté européenne qui a marqué l'année 1993 et la manière dont le monde politique luxembourgeois a réagi

en 1999 par rapport lors à l'arrivée massive de réfugiés.

Les récentes discussions autour d'un Luxembourg à 700.000 habitants ont donné lieu à de nombreux courriers de lecteurs, où s'expriment questions et angoisses. Il faut s'attendre à ce que ce thème soit débattu lors de la prochaine campagne électorale. Quant aux termes du débat, il faut constater qu'ils sont souvent réduits à la seule question migratoire. Il est donc pertinent de se demander comment les bases électorales se sont situées par rapport à ces questions relatives aux politiques migratoires et d'intégration des étrangers et dans quelle mesure des clivages départagent la gauche et la droite en ces matières.

Nous aborderons la question sous 3 angles:

- la conception d'une politique d'immigration proprement dite⁹

- le positionnement des habitants face à la priorité d'embauche nationale en cas de rareté des emplois¹⁰

- l'appréciation de la présence des étrangers comme chance ou risque, dans les domaines de la langue, de l'identité culturelle, de l'économie et de la démographie.

a) Un positionnement nuancé sur la politique d'immigration ...

Globalement, les habitants semblent adopter une attitude pragmatique: la proposition de laisser venir à condition

que du travail soit disponible recueille 50% d'opinions favorables, suivie par la nécessité de mettre des limites strictes (37%). En conséquence, les positions extrêmes: "ouverture complète" (7%) ou "fermeture complète" (2%) sont largement minoritaires et ne sont proposées qu'au sein de la Lénk (ouverture complète: 13%) et de l'ADR (interdiction à tous: 10%).

Toutefois, cette attitude relativement ouverte face à l'immigration trouverait ses limites en cas de rareté d'emplois. Le réflexe protectionniste revient donc à la surface lorsque l'emploi devient un enjeu.

L'opposition droite/gauche se vérifie dans l'importance des écarts entre les deux attitudes intermédiaires (*laisser venir tant qu'il y a du travail et mettre des limites strictes*): ces écarts sont plus importants pour l'extrême gauche (25% d'écart) et la gauche (23% d'écart) et se réduisent pour la droite (13% d'écart pour la droite, 5% pour l'extrême droite). En d'autres termes, la gauche se situe un peu plus nettement du côté de l'ouverture du marché de l'emploi sous condition et la gauche extrême se prononce davantage pour l'ouverture complète de l'immigration (21%).

En ce qui concerne les appartenances politiques, les adhérents des grands partis se montrent plus sévères que les tendances de gauche, du centre et de la droite. À l'ADR surtout et au DP, on préfère limiter strictement l'immigration (52% et 48%), alors que les membres de Déi Gréng et du LSAP se montrent favorables à plus de 50% à l'idée de laisser venir les étrangers tant qu'il y a du travail. Les adhérents du CSV se montrent le plus partagés sur cette question.

b) ... mais préférence nationale à l'embauche !

Toutefois, cette attitude relativement ouverte face à l'immigration trouverait ses limites en cas de rareté d'emplois. Le réflexe protectionniste revient donc à la surface lorsque l'emploi devient un enjeu.

En effet, en cas de rareté des emplois, les habitants du Luxembourg privilégient la préférence nationale en matière d'embauche (46% d'accords). Seules, les personnes qui se disent tout à fait à gauche (47% de désaccords) et la base électorale des Gréng (56% de désaccords) se distancient assez nettement de cette vision. Les positions sur cette question confirment donc bien l'existence d'une opposition entre la gauche et la droite, déjà manifeste autour de la question précédente : une gauche plutôt partagée sur cette proposition, une extrême gauche qui s'y oppose, alors que le centre et la droite y sont plutôt favorables (plus de 50% d'avis favorables).

Cette opposition se trouve clairement confirmée dans les appartenances politiques des personnes: celles qui adhèrent le plus à cette proposition sont d'abord la base électorale potentielle de l'ADR (79%), qui vient largement en tête devant la base du DP (61%) et celle du CSV (57%).

Globalement donc, en se déplaçant sur l'échelle politique de la gauche vers la droite, le soutien à une politique d'immigration ouverte devient plus faible. Il en va de même pour les appartenances politiques si nous considérons le Déi Gréng comme un parti de gauche.

Les différences sensibles entre partis politiques concernant la politique

Qui peut venir travailler au Luxembourg ? (en %)					
Appartenances politiques	Laisser venir toutes les personnes qui le désirent	Laisser venir tant qu'il y a du travail	Mettre des limites strictes	Interdire à tous	Sans réponse
ADR	6	29	52	10	3
CSV	7	46	43	0	3
Dei Gréng	7	54	36		3
Dei Lénk	13	48	35		4
DP	6	42	48	3	1
LSAP	8	50	37	3	3
Total	7	50	37	2	4

Figure 5: Positions sur la politique migratoire en fonction des appartenances politiques

Note de lecture : 6% des personnes qui voteraient ADR pensent que le gouvernement devrait laisser venir toutes les personnes qui le désirent.

Dimen- sions	Risque et chance	Tout à fait à gauche	À gauche	Au centre	À droite	Tout à fait à droite	Sans réponse	Total
Identité	Perte d'identité	30	14	19	26	26	17	19
	Enrichissement culturel	42	60	52	49	41	48	51
Emploi	Hausse du chômage	35	37	36	33	35	34	35
	Nécessité	37	37	30	38	38	32	33
Langue	Menace	27	27	30	34	36	26	29
	Chance d'apprendre plusieurs langues	59	47	44	39	58	48	46
Popula- tion	Trop d'étrangers	25	35	34	44	48	34	36
	Renouvellement de la population	43	36	34	31	35	31	34

Figure 6: Appréciation de la présence au Luxembourg de personnes étrangères, selon l'orientation politique

Note de lecture: 30% des personnes qui se situent tout à fait à gauche pensent que la présence étrangère constitue une perte d'identité plutôt qu'un enrichissement culturel.

migratoire ne doivent toutefois pas nous cacher l'existence de divergences importantes sur ces questions au sein même des orientations ou des formations politiques. C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la politique d'immigration : au sein du CSV où 46% de personnes sont favorables à l'idée de laisser venir les personnes tant qu'il a du travail et 43% s'expriment en faveur d'une limitation stricte de l'immigration, et au sein du DP, avec 42% de personnes favorables à l'entrée tant qu'il y a de l'emploi et 48% de défenseurs d'une limitation stricte. C'est aussi le cas, en ce qui concerne la priorité d'embauche, de la gauche (43% en faveur de la priorité d'embauche nationale et 41% en défaveur de cette proposition) et du LSAP pour lequel nous trouvons les taux de 46% (pour) et de 38% (contre).

Ces divergences n'enlèvent toutefois rien au fait que, globalement, les habitants du pays voient les étrangers comme une chance pour la société luxembourgeoise plutôt que comme un risque.

c) Apports et risques des étrangers dans la société luxembourgeoise

Les personnes interrogées étaient invitées à apprécier la présence au Luxembourg de personnes d'autres origines et

cultures en situant leur opinion sur une échelle de 1 à 10, le chiffre "1" signifiant un risque maximum et le chiffre "10" un apport maximum. Dans le tableau ci-dessous, nous avons exclu les positions intermédiaires (positions 5 et 6 sur l'échelle).

Globalement, la majorité des personnes pense que la présence des étrangers constitue un enrichissement culturel (51%) puis une chance d'apprendre plusieurs langues (46%). Par contre, sur la question de l'emploi et de la population, les avis sont plus partagés et plus frileux, avec 35% qui craignent une hausse du chômage contre 33% qui pensent que la présence des étrangers est nécessaire pour le maintien du niveau de vie, et 36% qui estiment qu'il y a trop d'étrangers contre 34% qui pensent que les étrangers représentent une chance de renouvellement de la population.

Sur la question de l'identité sociale, l'extrême gauche et l'extrême droite se retrouvent avec des taux similaires pour la perte d'identité (30% et 26% pour une moyenne de 19%) ; il en est de même pour l'ADR (40%). Les autres tendances politiques, surtout à gauche, penchent en faveur d'un enrichissement culturel. Cette appréciation est très positive chez les Gréng (75%) et les Lénk (61%).

Concernant l'emploi, l'hésitation traverse les diverses tendances politiques, avec des taux très partagés entre le risque et la nécessité. Seul l'ADR, avec 53%, voit dans la présence étrangère un risque de hausse du chômage. Il en est de même pour la question de la langue où l'ADR voit aussi une menace pour le luxembourgeois, avec un score de 53%. Enfin, la question concernant le risque de surpopulation étrangère fait apparaître une courbe progressive de la gauche à la droite, avec des pourcentages faibles à gauche (25% pour l'extrême gauche, 36% pour la gauche) et plus importants à droite (44% des électeurs de droite pensent qu'il y a trop d'étrangers, 48% parmi les électeurs de l'extrême droite). Néanmoins, les taux ne dépassent pas les 50%, hormis pour l'ADR avec 60% de ses adhérents qui pensent qu'il y a trop d'étrangers.

Les électeurs des Verts sont les plus clairs partisans de la xénophilie. Dans les 4 domaines, ils devancent nettement les autres formations politiques.

d) L'immigration, un élément structurant du champ politique luxembourgeois ?

Du côté des principaux partis politiques, nous trouvons une photographie assez semblable à celle qui a été mise en évidence pour les politiques migratoires, sans qu'il s'agisse, pour autant, d'un simple décalque.

Pour preuve, l'électorat du LSAP et du CSV. Les bases électorales de ces deux partis apprécient la présence des étrangers de façon assez semblable, et le CSV devance légèrement, en termes d'images positives, le LSAP en ce qui concerne l'enrichissement culturel et l'emploi. D'un autre côté, l'électorat du LSAP se montre plus ouvert en ce qui concerne la politique d'immigration.

Chez les Gréng, le Parti démocratique et l'ADR, prévaut une image analogue à celle déjà dégagée pour les politiques migratoires : les Gréng continuent à se montrer systématiquement beaucoup plus "ouverts" aux étrangers, le DP et l'ADR se trouvent toujours plus à droite que le CSV dans ce domaine. L'électorat du DP semble donc nettement plus frileux dans ce domaine que l'idéologie libérale pourrait le laisser prévoir. Quant à l'ADR, il semble rassembler les

électeurs les plus craintifs par rapport à la présence des étrangers et aux politiques migratoires.

Le domaine de l'immigration et de l'intégration structure le paysage politique, qu'il s'agisse de l'appréciation portée sur la présence des étrangers au Luxembourg ou de la conception des politiques d'immigration. Si dans certaines formations politiques, l'ouverture aux étrangers est assez nette, dans d'autres, elle est loin d'être aussi claire. Ces dernières doivent donc composer avec un électorat aux opinions divergentes. En ce sens, le domaine de l'immigration reste l'un des enjeux du positionnement politique et les électeurs y attachent manifestement de l'importance.

4. Les rapports Église-État: un clivage pertinent aujourd'hui ?

Les rapports entre les Églises et l'État ont donné lieu à un conflit politique majeur au début du siècle quand s'opposaient fortement, d'un côté, les défenseurs de l'Église et, de l'autre, les tenants du laïcisme. Ce conflit réapparaît régulièrement aujourd'hui en rapport avec la question de la place de l'enseignement religieux catholique dans l'enseignement public ou encore autour de la reconnaissance des cultes. Cette recon-

naissance peut en effet conduire à un soutien matériel et financier des pouvoirs publics. Un tel soutien a été précisé dans le cadre de Conventions entre, d'une part, l'État luxembourgeois, et, d'autre part, les cultes catholique, protestant, israélite et orthodoxe hellénique. Ces Conventions, approuvées par la loi du 18 juillet 1998, déterminent notamment les effectifs des ministres du culte à prendre en charge par l'État en assimilant ceux-ci aux fonctionnaires de l'État. L'Église catholique bénéficie en plus d'une Convention avec le gouvernement luxembourgeois concernant l'organisation de l'enseignement religieux dans les écoles primaires, où les élèves ont le choix entre les cours d'instruction religieuse et morale et les cours de formation morale et sociale. Qu'en est-il aujourd'hui de ce clivage majeur qui divisait jadis la société et les formations politiques?

Les personnes interrogées avaient à se situer par rapport au soutien public des Églises¹¹ au plan financier et matériel en exprimant leur opinion sur des arguments légitimant ce soutien ou le mettant en cause. À cette fin, ils étaient invités à se positionner sur une échelle à 4 positions: *tout à fait d'accord* – *plutôt d'accord* – *plutôt pas d'accord* – *pas du tout d'accord*, par rapport aux quatre arguments repris dans le tableau ci-dessous.

Les différences produites par l'orientation politique sont très significatives pour l'ensemble des résultats. Toutefois, c'est tout autant l'intensité des antagonismes que l'identité des opposants qui varie en fonction du type d'argument.

Et, de fait, la question d'EVS sur les rapports entre les Églises et l'État ne peut être approchée de façon schématique: *"Pour ou contre le soutien public des Églises"*, mais doit être appréciée au niveau de leur légitimation.

Une seule proposition rencontre une majorité de près des trois quarts (72%), celle qui envisage la possibilité d'un soutien à condition qu'il y ait information sur l'utilisation de ce soutien financier. Les 4 autres ne sont acceptées ou rejetées que par des majorités relatives :

- Acceptation à 45% de l'argumentation selon laquelle les Églises porteraient un meilleur témoignage en l'absence de soutien financier de l'État.
- Rejets de 45 à 49% des arguments basés sur la normalité du soutien des Églises vu leur apport à la société, sur le caractère inadmissible d'un tel soutien dans un État laïc et sur la modalité consistant à prélever un impôt spécial auprès des croyants.



Arguments	Orientation politique	D'accord	Pas d'accord	Sans réponse
<i>C'est normal car l'Église apporte beaucoup à la société</i>	Tout à fait à gauche	28	61	14
	À gauche	43	52	4
	Au centre	42	51	8
	À droite	56	38	6
	Tout à fait à droite	70	26	4
	Sans réponse	27	53	20
Total		41	49	10
<i>D'accord si les citoyens sont informés de l'utilisation du soutien financier</i>	Tout à fait à gauche	66	32	2
	À gauche	71	22	7
	Au centre	78	15	7
	À droite	80	15	6
	Tout à fait à droite	69	21	10
	Sans réponse	63	13	23
Total		72	17	11
<i>Inadmissible dans un État laïc à la fin du XX^e siècle</i>	Tout à fait à gauche	36	50	14
	À gauche	45	43	12
	Au centre	36	49	15
	À droite	26	64	10
	Tout à fait à droite	22	49	30
	Sans réponse	34	31	35
Total		35	45	20

Figure 7 a: Positions sur les rapports entre les Églises et l'État en fonction de l'orientation politique des personnes

Note de lecture: 28 % des personnes qui se situent tout à fait à gauche sont d'accord sur le fait que l'État finance l'église parce qu'elle apporte beaucoup à la société.

Le soutien financier et matériel des Églises par l'État (et les communes) se trouve justifié par la droite comme étant "tout à fait normal" vu l'apport important des Églises à la société. Cette argumentation "idéologique", assez générique, fondée sur la normalité, trouve une majorité confortable à droite et surtout à la droite extrême, alors que la gauche et le centre et surtout la gauche extrême, s'opposent à cette idée. Les mêmes clivages se retrouvent au niveau des partis politiques, de façon plus prononcée encore. L'adhésion massive à cette argumentation de la part des électeurs du CSV (62%) ne s'oppose pas seulement au rejet des plus petites formations comme les Gréng (72% de désaccords) et les Lénk (70% de désaccords), mais aussi à celui du LSAP (61% de désaccords). Manifestement, ce qui gêne le plus les répondants, c'est l'évidence de l'argument et cette gêne semble exprimer à leurs yeux un doute sérieux sur l'évidence de ces apports des Églises à la société. Pour le reste, nous pouvons relever des positions plus mitigées sur les rapports Églises-État.

Les clivages se répètent autour de l'argument basé sur le caractère inadmissible de ce soutien dans un État laïc à la fin du 20^{ème} siècle. Contrairement à la première proposition, cet argument ne recueille pas une approbation majoritaire. La proportion assez importante de réponses *ne sait pas* et de *sans réponse* ne fait que renforcer l'impression d'hésitation autour de cette question au point qu'on peut se demander si les répondants ont bien compris le concept de *laïcité*. Toujours est-il que la droite, la droite extrême et, cette fois aussi, le centre rejettent majoritairement cette proposition, à l'inverse de la gauche, très partagée sur cette affirmation (45% d'approbation et 43% de rejet). Du côté des partis politiques, le CSV rejette l'argument à 64% et s'oppose principalement au Lénk (52% d'avis favorables), puis au LSAP (45% d'avis favorables) alors que, dans les autres formations politiques, les accords et les désaccords sont presque en équilibre.

L'adhésion globale des répondants (45%) à la proposition selon laquelle les Églises seraient de meilleurs témoins sans le soutien de l'État n'est pas partagée par la droite ni la droite extrême qui s'opposent sur ce point à l'ensemble des autres tendances politiques. Cette image se confirme, grosso modo, au niveau des partis politiques. Toutefois, au sein du CSV, de l'ADR et de la Lénk existent des rapports de forces assez équilibrés entre les pour et les contre, qui se situent dans un intervalle allant de 41% à 48%. Cette question est tranchée plus clairement dans l'électorat des Gréng (avec 56% d'accords et 27% de désaccords), du LSAP (58% de pour et 28% de contre) et du DP (56% de pour et 31% de contre).

Figure 7 b

Arguments	Orientation politique	D'accord	Pas d'accord	Sans réponse
<i>Les Églises seraient meilleurs témoins sans ce soutien financier de l'État</i>	Tout à fait à gauche	59	33	10
	À gauche	55	34	11
	Au centre	47	36	17
	À droite	38	53	8
	Tout à fait à droite	32	52	17
	Sans réponse	40	26	34
Total		45	36	19
<i>Contribution des pratiquants par un impôt spécial</i>	Tout à fait à gauche	43	52	4
	À gauche	51	42	8
	Au centre	38	50	12
	À droite	35	55	10
	Tout à fait à droite	17	66	17
	Sans réponse	27	47	26
Total		36	49	15

La droite extrême, la droite et le centre rejettent aussi l'idée de contribution des pratiquants via un impôt spécial, contrairement à la gauche. Les écarts sont plus marqués pour les partis politiques, sauf pour le LSAP.

Alors que jusqu'à présent, les avis sont partagés, voire opposés, tel n'est plus le cas si le soutien public était conditionné par une meilleure information des citoyens sur l'utilisation effective de ces moyens par les Églises. Cette argumentation qui bénéficie d'un taux d'approbation de 72% est partagée par 80% des personnes à droite et 78% au centre et recueille encore 71% auprès de la gauche. En ce qui concerne les partis politiques, nous observons des taux semblables. À l'inverse du large rejet de l'argumentation basée sur l'évidence idéologique, une majorité très importante se montre parfaitement encline à éventuellement reconnaître les services rendus par les Églises à la société, à condition que soit assurée la transparence de l'information sur l'utilisation des ressources. Un rapprochement important se dégage donc sur cette question entre les électors des différentes forces politiques, et surtout parmi les plus importantes.

En conclusion, d'un côté, nous constatons que l'opposition classique droite-gauche fonctionne donc assez bien en ce qui concerne les rapports Églises-État. Il en est de même au niveau des intentions de vote. D'un autre côté, nous observons que la droite et le CSV se positionnent plus fortement dans une direction que ne le font les autres courants politiques dans la direction opposée. De plus, aux lignes de démarcation claires séparant les formations ou tendances politiques, viennent s'ajouter, au sein de ces mêmes courants, des clivages qui les départagent en deux grands blocs autour de ces questions. Si un potentiel de conflictualité existe donc bel et bien autour de ces questions, celui-ci est à situer tout autant au sein même des formations politiques qu'entre elles.

Sur base de ces analyses, nous pouvons conclure que l'axe politique gauche-droite, tout comme les adhésions aux formations politiques, sont et restent parfaitement opératoires en ce qui con-

cerne les rapports entre mes Églises et l'État au Grand-Duché de Luxembourg.

5. La disposition corporelle de soi et des autres : aussi un enjeu politique?

Plusieurs de ces questions, éminemment morales, sont en discussion dans la plupart des sociétés européennes, dont le Luxembourg. Dans plusieurs de ces pays européens, ces sujets ont fait l'objet de législations spécifiques.

Aujourd'hui, la famille, basée sur l'institution du mariage civil et religieux, n'est plus le seul modèle familial qui existe. Le mariage classique n'a plus la même cote que naguère et, en 1999, on comptait au Luxembourg, un divorce pour deux mariages. Une évolution quasi-parallèle a vu se développer

À l'inverse du large rejet de l'argumentation basée sur l'évidence idéologique, une majorité très importante se montre parfaitement encline à éventuellement reconnaître les services rendus par les Églises à la société, à condition que soit assurée la transparence de l'information sur l'utilisation des ressources.

d'autres formes de cohabitation, qu'il s'agisse de partenaires de sexe opposé ou de même sexe.

Le jugement éthique portant sur ces comportements est essentiel, dans la mesure où ils concernent des dimensions importantes de la vie collective et de l'avenir des sociétés. Mais précisément parce qu'elles concernent certains des fondements du vivre ensemble, ces questions à caractère éthique sont ou deviennent des questions socio-politiques. Elles deviennent dès lors aussi enjeux politiques et objets de positionnements politiques des élites des différents partis. Les personnes qui se réclament de la gauche et les Gréng essayent d'intervenir sur ce terrain de

façon offensive, tandis que le Premier Ministre (CSV) a plaidé pour des réformes socio-politiques en ces matières dans le cadre de l'état de la Nation de 2001.

Doit-on voir dans la défense du passé et de la tradition une caractéristique de la droite, alors que la caractéristique de la gauche serait de promouvoir l'émancipation? Les choses sont-elles aussi simples?

Il est vrai que la droite et le CSV ont toujours défendu l'image d'une famille unie par le mariage, tout en refusant des formes différentes de cohabitation, et notamment les unions entre partenaires de même sexe. L'une et l'autre défendaient ainsi des positions proches de celles de l'Eglise catholique. Le refus de l'avortement, lui aussi, a fait régulièrement partie des programmes politiques de droite et, au Luxembourg, ce fut la coalition DP-LSAP, dans les années 70, qui permit de légaliser le divorce au Luxembourg. Qu'en est-il aujourd'hui, au moment où, cette fois, la coalition DP-CSV a introduit un "projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats"? Comment concilier l'objectif d'adaptation aux réalités sociales et le souci de ne pas brusquer une partie de l'électorat proche des milieux catholiques traditionnels?

Un autre sujet de discussion, qui remonte à plus de dix ans, concerne l'euthanasie. Récemment, des députés du LSAP et des Gréng ont déposé une proposition de loi sur le droit de mourir en dignité. Les programmes électoraux de 1999 des grands partis politiques luxembourgeois s'opposent assez nettement sur ce sujet: le CSV demande essentiellement un meilleur accès à la médecine palliative pour tous les malades souffrant de maladies incurables, tandis que le DP et le LSAP plaident en faveur d'un droit de décision autonome pour tout patient sur le point de mourir.

a) La moralité au niveau des principes

Sur cet arrière-fond, il est intéressant d'analyser le positionnement des habitants du pays sur cinq comportements dont certains ont fait l'objet de débat dans le passé et d'autres le font aujourd'hui, et qui ont trait à certaines de ces problématiques, et d'observer

comment leurs opinions se distribuent selon leurs orientations politiques et selon leurs adhésions aux différentes formations politiques.

Les personnes interrogées devaient se situer face à la question suivante : Pour chacune des actions suivantes, voulez-vous dire en vous plaçant sur une échelle de 1 à 10 si vous pensez que cela peut toujours se justifier, que cela ne peut jamais se justifier, ou que c'est entre les deux ?

Les comportements les moins justifiés au Luxembourg dans ce domaine de la disposition corporelle de soi et des autres sont le suicide (55) et l'avortement (36). Les trois autres comportements sont rejetés comme non justifiés par au maximum un tiers des répondants : il s'agit de l'euthanasie (33), de l'homosexualité (29) et du divorce (21). A contrario, ces trois derniers comportements : le divorce, l'homosexualité et l'euthanasie, sont considérés comme

justifiés (souvent ou toujours : positions de 7 à 10 sur l'échelle) par au moins 4 habitants sur dix.

Le divorce et l'homosexualité, mais aussi l'euthanasie, apparaissent ainsi aujourd'hui comme trois comportements qui, aux yeux des répondants, peuvent être envisagés légitimement, dans la mesure en tout cas où ils rencontrent l'assentiment de majorités relatives (de 40 à 42%).

Globalement, la gauche adopte une attitude plus permissive que la droite pour tous ces comportements, en même temps qu'il n'y a pas de divergences majeures entre la droite et le centre.

Le clivage le plus important se manifeste toutefois au niveau de la droite extrême. Sur toutes ces questions, celle-ci se différencie nettement des quatre autres tendances politiques, en rejetant majoritairement (à plus de 60%) tous ces comportements (avec

des majorités en sens inverse de toutes les autres tendances politiques lorsqu'il s'agit de l'homosexualité et du divorce). Nous pouvons y reconnaître l'image classique d'une droite extrême, défendant une conception traditionnelle de la famille, valorisant fortement l'ordre normatif et rejetant, en conséquence, tous les comportements s'écartant des normes traditionnelles.

Au-delà de ce clivage majeur, mais limité à ce courant politique, soulignons que les positions concernant l'avortement tout particulièrement continuent de cristalliser les différences politiques : plus on se rapproche vers la gauche, plus élevés sont les taux en faveur de l'avortement. Si les décalages entre les pour et les contre ne sont pas énormes, ils montent à 14% au sein de la droite pour culminer à 41% parmi les partisans de la droite extrême. La même image prévaut dans le cas de l'euthanasie, et elle se vérifie encore à propos de l'homosexualité et du divorce si nous excluons, cette fois, l'extrême gauche.

En laissant provisoirement de côté la droite extrême, nous constatons les clivages suivants:

- L'homosexualité constitue aujourd'hui un comportement social justifié à gauche (51%), mais aussi, plus relativement, à droite (42%) et au centre (42%), la droite restant cependant plus divisée que la gauche à ce sujet.

- L'avortement permet de distinguer assez nettement deux camps, une gauche favorable (40 % pour et 29% contre), une droite opposée (43% contre et 29% pour) et, entre les deux, un centre mitigé (35% contre, 32% pour et 31% entre les deux).

- Quant au divorce, il semble être tellement entré dans les mœurs que l'axe gauche-droite semble aujourd'hui moins opératoire à son sujet. La principale

Comportements	Evaluation	ADR	CSV	Dei Greng	Dei Lenk	DP	LSAP	Total
L'homosexualité	Pas justifié	31	38	22	10	23	27	29
	Entre les deux	14	24	15	14	24	24	24
	Justifié	48	33	59	76	50	45	42
L'avortement	Pas justifié	34	49	27	17	24	23	36
	Entre les deux	17	27	29	13	31	37	29
	Justifié	48	22	43	70	44	36	33
Le divorce	Pas justifié	20	27	6	4	15	16	21
	Entre les deux	33	40	25	33	33	38	34
	Justifié	47	33	67	63	50	42	42
L'euthanasie	Pas justifié	35	44	27	14	23	25	33
	Entre les deux	23	19	21	45	25	25	22
	Justifié	39	35	47	41	50	45	40
Le suicide	Pas justifié	60	63	47	41	44	52	55
	Entre les deux	27	19	21	41	26	21	22
	Justifié	13	14	27	18	23	20	17

Figure 8

Note de lecture : 31% des personnes qui voteraient ADR pensent que l'homosexualité n'est pas justifiée. Les " sans réponse " ont été inclus dans les totaux mais, vu leur caractère négligeable, ils n'ont pas été repris dans ce tableau, pour éviter d'en alourdir la lecture.

difficulté semble plutôt concerner la droite qui ne parvient pas adopter une position claire à ce sujet (41% entre les deux). Cette difficulté trouve sans doute son origine dans plusieurs causes. D'un côté, maintes personnes de droite restent soumises à la contrainte sociale que représentent pour elles les images traditionnelles de la famille et du couple véhiculées par l'enseignement de l'Eglise catholique ; d'un autre côté, qu'elles le veuillent ou non, ces mêmes personnes sont régulièrement confrontées à la réalité sociale du divorce, qui touche, de près ou de loin, toutes les familles du pays.

- L'euthanasie divise chacune des trois tendances politiques principales : la gauche (42% pour, 31% contre) mais encore plus le centre (39% pour, 33% contre) et la droite (36% pour, 37% contre). Aux deux extrêmes, par contre, les positions sont claires et tranchées : net rejet à une majorité des deux tiers (66%) au sein de la droite extrême, acceptation à la majorité absolue (51%) au sein de la gauche extrême.

- Quant au suicide, il reste un comportement largement rejeté par toutes les tendances politiques (selon des majorités allant de 54% à 66%), surtout par les extrêmes : 66% à l'extrême gauche et 65% au sein de la droite extrême.

Les clivages se creusent considérablement quand on analyse les positions en fonction des appartenances politiques. Cependant, ils ne reproduisent pas toujours les fractures entre partis communément dits de droite (CSV, DP, ADR) et les partis dits de gauche (LSAP, Déi Lénk), ce qui semble dû à l'identité même des partis. D'autres fractures semblent se superposer, en partie, à celles que nous avons constatées en examinant les résultats selon l'axe gauche-droite.

- D'abord, il convient de noter que ces différents types de comportements sont chaque fois rejetés beaucoup plus nettement au sein de l'électorat du CSV que ce n'est le cas parmi les personnes qui disent être de droite. Les électeurs du CSV défendent majoritairement la position inverse sur ces sujets (exceptés dans les cas du suicide et du divorce) à celle que proposent les bases électorales

des autres formations politiques. Cette attitude trouve sans doute son origine dans l'identité historique d'un parti qui a toujours été proche des positions de l'Eglise catholique dans ce domaine.

- D'un autre côté, les partisans de l'ADR et du DP admettent plus nettement ces comportements que les personnes situées au centre et à droite. Qui plus est, si nous excluons les électeurs les plus permissifs par rapport à ces comportements — ceux des Gréng et de la Lénk —, la bipolarité la plus nette s'installe entre l'électorat du CSV et celui du DP, assez libéral par rapport à ces sujets, et non avec celui du LSAP. En fait, les électeurs du LSAP se positionnent sur ces sujets de façon plus restrictive que les personnes qui se situent politiquement à gauche, tandis que l'électorat du DP semble se recon-

**Nous pouvons y reconnaître
l'image classique d'une droite
extrême, défendant une
conception traditionnelle de la
famille, valorisant fortement
l'ordre normatif et rejetant, en
conséquence, tous les
comportements s'écartant des
normes traditionnelles.**

naître dans un libéralisme philosophique selon lequel les décisions dans ces domaines relèvent de choix individuels plutôt que de l'obéissance à de grands principes abstraits ou à des doctrines imposées par des instances extérieures.

En d'autres termes, sur l'ensemble de ces questions à caractère éthique, les appartenances politiques semblent plus pertinentes que l'orientation politique gauche-droite pour rendre compte des clivages réels et les plus profonds. Et le clivage apparu le plus nettement est celui qui s'établit entre le DP, qui exprime globalement une vision libérale, et le CSV, davantage imprégné d'une vision traditionnelle et docile à la morale catholique dominante.

b) Autour de l'avortement : une " morale des principes " ou une " morale des circonstances " ?

Les positions en matière d'avortement ne relèvent pas seulement de principes qui trouveraient leur justification seulement dans la contrainte sociale. Elles ne peuvent s'appuyer non plus sur le rejet pur et simple de toute contrainte, par principe. D'autres facteurs, de type circonstanciel, interviennent¹² et conditionnent largement l'évaluation qu'opèrent les personnes, que ce soit de manière globale (l'ensemble de la population), que ce soit en fonction des orientations ou des appartenances politiques.

Et, effectivement, l'approbation de l'avortement varie fortement selon les circonstances appelées éventuellement pour le justifier (voir la figure ci-dessous). Ainsi, si la grossesse résulte d'un viol ou met en danger la vie de la femme ou la santé de l'enfant, la plupart des personnes tendent à l'accepter, quelles que soient leur orientation politique et leur intention de vote. Les disparités gauche-droite ont ici tendance à s'effacer. Seules les personnes d'extrême droite et d'extrême gauche se démarquent par des taux systématiquement inférieurs à la moyenne dans les trois cas de figure, mais jamais en dessous de la barre des 50%. Par contre, en ce qui concerne les autres causes possibles d'avortement - comme la précarité sociale ou matrimoniale —, nous voyons se dessiner une opposition franche entre la gauche, qui tend à accepter plus facilement l'avortement, et la droite, et surtout l'extrême droite, qui désapprouve fortement ce comportement. Les positions centristes sont proches de celles de la droite classique, si l'avortement doit être envisagé dans les cas où la femme n'est pas mariée et où le couple marié ne voudrait plus avoir d'enfants ("contraception par défaut").

Côté partis politique, le CSV se démarque de toutes les autres formations politiques par un taux de désapprobation supérieur à la moyenne quelle que soit la cause invoquée pour éventuellement justifier l'avortement. Le décalage est particulièrement prononcé pour les situations d'avortement qui ne mettent pas en cause la vie ou la santé de la femme et de l'enfant. À l'opposé, dans

les cas où il n'y a pas de risque pour la santé ou la vie, les positions les plus libérales à l'égard de l'avortement sont exprimées par la Lénk et les Gréng. Ils devancent le DP à cet égard. Comment expliquer cette attitude si ce n'est par l'influence des revendications des mouvements féministes, traditionnellement soutenus par les forces de gauche ? Cette explication ne semble plus suffire cependant pour les autres situations de vie à propos desquelles le décalage dans les positions est en train de s'estomper, voire de s'effacer.

6. Orientation politique gauche-droite et choix de parti : des dimensions qui restent pertinentes!

La distinction gauche-droite, qui semble incontournable en raison de la longévité du couple et de sa persistance dans les mentalités, garde aussi tout son sens lorsque, comme nous venons de le faire, nous nous appuyons sur les perceptions des bases électorales. Dans le contexte politique luxembourgeois, ce constat reste valable, bien au-delà du fait que les programmes électoraux des grands partis politiques se ressemblent, on serait presque tenté de le dire, comme des frères.

En fait, nous nous trouvons en face d'un tableau à géométrie variable : tantôt, par rapport à certains domaines de la vie en société, le clivage gauche-droite apparaît plus marquant, tantôt, à propos d'autres questions, ce sont les écarts et les différences entre partis politiques qui s'avèrent les plus prononcés et les plus pertinents.

Le champ politique se révèle donc complexe et stratifié, bien au-delà d'une simple relation bi-polaire entre deux tendances marquées : la gauche et la droite, ou entre deux partis dits de gauche ou de droite.

En toile de fond, nous découvrons une majorité de personnes qui optent pour une attitude pragmatique : celle qui consiste à puiser à la fois dans le libéralisme et le socialisme, ainsi que dans les idéologies "méritocratiques" valorisant le mérite et les performances individuelles, au-delà des orientations politiques classiques et de frontières de partis. Sur cette toile de fond se détachent néanmoins des "cultures politiques" différentes à gauche et à droite. Ces différences ne se manifestent pas seulement à travers des attitudes différentes en matière d'action politique mais

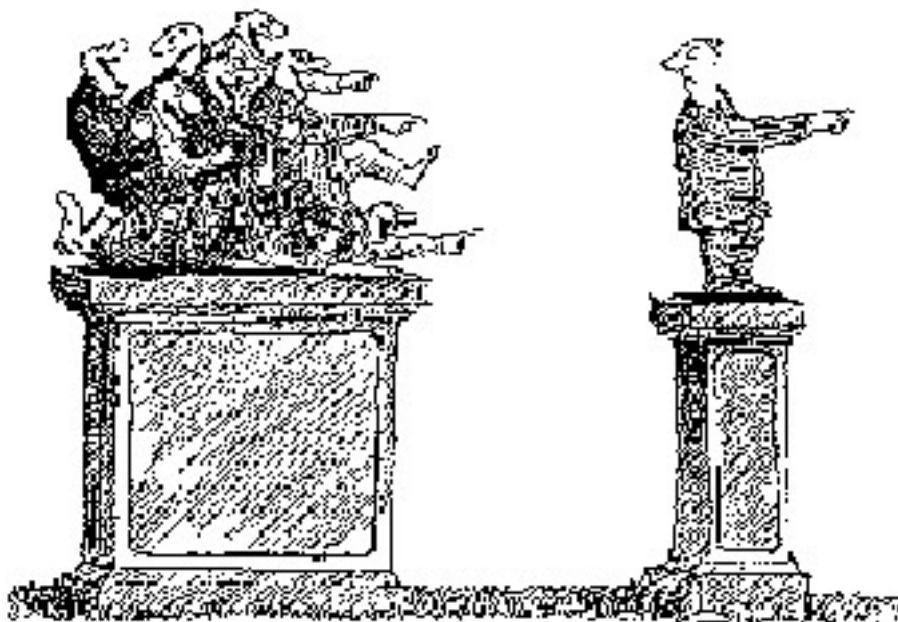
aussi au travers d'opinions et d'options divergentes sur diverses grandes questions de société.

Certains facteurs discriminants semblent aujourd'hui dépassés – nous pensons notamment à certaines dimensions du libéralisme économique (liberté accrue aux entreprises, par exemple). D'autres, au contraire, semblent toujours à l'œuvre — mais de manière moins nette que par le passé. Ainsi, en ce qui concerne l'organisation socio-économique de nos sociétés, les courants qui se réclament de la gauche restent malgré tout plus sensibles que les courants de droite aux problématiques de la justice sociale et des inégalités et à la lutte contre les inégalités, même si les revendications dans ces directions n'ont plus les mêmes accents que par le passé et n'occupent plus de manière permanente le devant de la scène politique.

Dans le même sens, les cultures "politiques" propres aux courants de gauche et aux courants de droite suivent parfois les frontières des partis sans que nous puissions parler pour autant d'une superposition parfaite entre les deux. Loin de là.

Il est devenu difficile aujourd'hui d'identifier purement et simplement l'un quelconque des partis existant au Luxembourg comme étant "le" parti de droite ou "le" parti de gauche. La seule association idéologique assez nette qui semble encore fonctionner au Grand-Duché est à situer chez la Lénk, qui s'identifie clairement à la gauche et à la gauche extrême. En fait, sur certains sujets de société, une formation politique identifiée assez spontanément ou habituellement à la droite prend parfois des positions plus à gauche (plus progressistes) que les personnes qui disent se situer à droite et, à l'inverse, une formation politique de gauche s'avère parfois plus à droite (plus conservatrice) que les personnes qui se déclarent à gauche. Ainsi, l'électorat du CSV se montre parfois plus à gauche que les gens de droite sur les sujets opposant attitude libérale (responsabilité individuelle) et intervention de l'État en ce qui concerne les réponses à apporter aux besoins des gens, alors que l'électorat du LSAP se révèle parfois plus de droite que les gens de gauche sur l'échelle politique

"Klare Orientierung"
Russische Karikatur (Politika)



gauche-droite. De son côté, le DP paraît moins libéral en matière d'immigration et plus permissif en matière de comportements éthiques.

Le plus souvent, sur l'échelle politique gauche-droite, nous constatons une grande similitude de positions entre les extrémismes de gauche et ceux de droite. Ainsi, ces extrêmes se rejoignent sur certains sujets d'ordre économique en se démarquant tous deux assez nettement des tendances plus modérées, par exemple en mettant davantage en évidence le danger d'une trop grande liberté laissée aux entreprises et les méfaits possibles de la concurrence et en se montrant moins attachés à la méritocratie et à l'idéologie de la performance. En revanche, ces deux extrémismes s'opposent nettement entre eux en ce qui concerne la politique à l'égard des étrangers. Enfin, une disparité maximale apparaît entre toutes les tendances politiques et la droite extrême lorsque cette dernière se montre à la fois très attachée aux valeurs traditionnelles, particulièrement restrictive au niveau de la politique d'immigration et des plus sévère à l'égard des comportements sociaux "déviants".

Dans la majorité des cas, l'appartenance à un parti politique semble constituer un facteur d'identification plus significatif que l'orientation politique des personnes sur l'échelle gauche-droite. Ainsi, les clivages entre les formations politiques se sont montrés plus marqués et plus opérants que les clivages traditionnels entre gauche et droite lorsque étaient en jeu des attitudes plus ou moins libérales ou restrictives en matière de politique d'immigration, les positions dans les rapports entre les Églises et l'État ou encore en matière de comportements sociaux légitimes ou illégitimes. L'ancien clivage religieux semble garder toute son actualité. Il reste parfaitement opératoire pour distinguer la gauche de la droite, et plus encore pour délimiter les frontières entre partis politiques. Les oppositions ne se cristallisent pas seulement entre le CSV et les petites formations politiques, mais aussi entre le CSV et les deux autres grands partis.

Outre l'influence de l'appartenance politique sur le poids moral et culpabilisateur attribué au travail comme devoir,

les positions en matière de moralité et de libre disposition corporelle de soi et des autres structurent, elles aussi, fortement le champ politique luxembourgeois. Les oppositions qui, parfois, divisent fortement la société civile - comme c'est le cas pour l'avortement et l'euthanasie - sont plus tranchées au niveau des partis politiques que ce n'est le cas entre les tendances politiques allant de la gauche extrême à la droite extrême. Les mêmes camps se forment ici que dans le domaine religieux: d'un côté, la droite et la base électorale du CSV, beaucoup plus intransigeantes et sans doute encore fortement imprégnées par les traditions et la morale religieuse (surtout catholique) et, de l'autre côté, un DP et une gauche, beaucoup plus permissifs et fortement attachés au principe de la libre disposition de soi.

Par ailleurs, si les positions de principe sur la justice et l'égalité et la volonté d'œuvrer à la mise en pratique de ces valeurs permettent toujours de distinguer, du moins en partie, la gauche de la droite, c'est sur les terrains des rapports entre les Églises et l'État et de la moralité que s'expriment, aujourd'hui, au Grand-Duché, les polarités les plus fortes.

Les antagonismes traditionnels gauche - droite semblent donc aujourd'hui s'articuler moins autour de systèmes idéologiques simples, fondés sur des valeurs génériques ou encore sur des doctrines économiques libérales ou socialistes, qui sont en perte de vitesse. Droite et gauche ne renvoient pas - ne renvoient plus - à des contenus fixés une fois pour toutes. Ces contenus peuvent changer selon les conjonctures, les contextes et les situations.

Par ailleurs, si les positions de principe sur la justice et l'égalité et la volonté d'œuvrer à la mise en pratique de ces valeurs permettent toujours de distinguer, du moins en partie, la gauche de la droite, c'est sur les terrains des rapports entre les Églises et l'État et de la moralité que s'expriment, aujourd'hui,

au Grand-Duché, les polarités les plus fortes.

Les grands partis traditionnels doivent sans cesse composer avec l'héritage du passé et la nécessité de n'être pas en porte-à-faux par rapport à l'évolution des réalités sociales. La discussion récente autour du "C" dans la dénomination du CSV — dont une partie de l'électorat semble toujours puiser aux sources et préceptes religieux pour forger son opinion —, garde ainsi toute son actualité. De même celle qui a lieu au sein du LSAP quand celui-ci s'interroge sur la signification du "A" ou du "@ " (Aarbechter=ouvrier) et déplore l'érosion continue de sa base électorale traditionnelle tout en cherchant à se poser comme un parti moderne. Quant à l'identité politique de la base électorale du DP, elle semble osciller entre la droite et la gauche, avec une sensibilité plus marquée à droite, par son orientation visible vers le libéralisme voire le néo-libéralisme économique, et une sensibilité plus de gauche, que reflète son libéralisme philosophique mettant au centre le libre choix de l'individu. Avec la réserve que ce libéralisme ne se traduit pas nécessairement par une grande ouverture au niveau des politiques d'immigration.

Une dernière question reste à poser au terme de ce tour d'horizon. Si, comme nous venons de le voir, le clivage gauche-droite et les différences d'orientation des partis politiques gardent une part au moins de leur pertinence, dans le sens où elles restent perceptibles à l'analyse des mentalités des habitants, cette pertinence et cette visibilité sont-elles suffisantes pour engager vraiment les citoyens dans le débat et la pratique politiques? Pendant les périodes électorales, journalistes, analystes politiques, citoyens interrogés dans la rue, jeunes "dépolitisés" ne cessent de clamer le manque de spécificité et de "différence" des partis politiques, de leurs programmes et de leurs pratiques : "ils se ressemblent tous", "ils sont tous pareils ... à quoi bon voter?", etc. Par là, les citoyens semblent appeler à une plus grande pertinence et à une visibilité plus nette et plus réelle de leurs spécificités la classe politique et les partis qui la structurent. Au-delà des raisons électorales qui pourraient sous-tendre une telle recherche et une telle mani-

festation de "la différence", les formations politiques sont peut-être invitées à réfléchir à nouveaux frais sur leur spécificité: qu'est-ce que "être socialiste", "[chrétien?] social", "libéral", "écologiste", "de gauche", "de droite", etc., aujourd'hui, dans une société mondialisée, dominée par les "lois du marché" et la spéculation financière à grande échelle, dans un petit pays enclavé au sein de l'Europe?

Au Grand-Duché, le tripartisme et la recherche du consensus font partie du système politique luxembourgeois. Mais la cohésion sociale ainsi assurée ne serait-elle pas quelque peu superficielle, sinon artificielle? Les courants profonds de tous ordres traversant les sociétés occidentales laminent les valeurs, les références, le spécifique, le différent. Les citoyens désarmés, en manque de repères, cherchent alors dans les extrêmes (politiques, religieux, ésotériques, ...) les bornes indicatrices d'un chemin. Est-ce en laminant aussi leurs différences que les hommes et les partis politiques espèrent répondre aux défis qui les attendent en ce début de 3ème millénaire, dans un Grand-Duché en expansion démographique?

Les analyses réalisées dans cet dossier ont montré qu'il existe encore des différences entre gauche et droite ainsi que certains clivages entre partis politiques. Qu'en faire? Les laisser s'estomper progressivement ... au bénéfice de quoi, de qui? Les accentuer, dans un réflexe de survie et de marketing politique? Ou les reprendre à leurs racines, avec leurs enjeux, dans le cadre d'un débat démocratique et pédagogique avec les citoyens?

Sylvain Besch
Michel Legrand
Nenad Dubajic

¹ Un certain nombre de tableaux et de graphiques sur l'orientation politique et les intentions de vote ponctueront le texte. Nous mettrons habituellement en évidence les principaux écarts par rapport à la moyenne en utilisant des caractères gras pour les écarts d'au moins 5% et en sur-lignant en gris les écarts d'au moins 10%. Pour éviter de surcharger le texte de tableaux, nous avons choisi de ne proposer habituellement qu'un tableau (ou graphique) présentant les distributions des réponses soit en fonction de l'orientation politique, soit en fonction des intentions de vote. Les données et les chiffres complémentaires seront proposés directement dans le texte, de manière synthétique.

Une mise en garde importante: il faut interpréter avec précaution les résultats qui concernent les "Déi Lénk" et l'"ADR" en raison du nombre peu élevé de répondants

ayant dit vouloir voter pour ces partis. Soulignons par ailleurs que notre échantillon de 1211 personnes est représentatif de la population selon le sexe, l'âge, l'activité et la non-activité, les principales nationalités et la région, mais n'a pas été construit pour être représentatif des forces politiques issues des résultats des élections de 1999. Les appartenances politiques, telles qu'elles sont abordées et analysées dans le présent article, reflètent donc les intentions de vote de juillet à novembre 1999 d'un échantillon représentatif de la population du pays selon les paramètres indiqués ci-dessus.

² Voir "Le système des partis", in Les élections au Grand-Duché de Luxembourg. Rapport sur les élections législatives du 13 juin 1999, Étude réalisée pour la Chambre des Députés sous la direction de Fernand Fehlen, 26 septembre 2000, pp. 49-99.

³ Les personnes interrogées étaient invitées à se situer par rapport aux deux questions suivantes:

À propos de politique, les gens parlent de gauche et de droite; vous-même, où vous situez-vous sur l'échelle allant de 1 (gauche) à 10 (droite) d'une façon générale? - S'il y avait demain une élection générale, pour quel parti voteriez-vous?

⁴ Nous utiliserons régulièrement les termes intentions de vote pour tel parti, choix de tel parti, partisans de telle formation politique, mais aussi directement les noms des diverses formations politiques. En fait, dans aucun cas, nous n'analysons directement, ni les pratiques ni les programmes ni les options des partis politiques du Grand-Duché, mais les intentions de vote en faveur de tel ou tel d'entre eux. C'est par commodité donc, mais de manière impropre, que nous parlerons du CSV, du DP, des Gréng, etc.

⁵ Les répondants de l'enquête EVS avaient à répondre à la question suivante: Je vais vous citer un certain nombre de formes d'action politique, et pour chacune d'elle je vous demanderai de dire si vous l'avez déjà fait, si vous envisageriez de le faire ou si vous ne le feriez jamais?

⁶ Nous ne tenons pas compte ici du modèle nationaliste, apparu en même temps.

⁷ Dans l'étude EVS, les personnes étaient invitées à choisir entre les propositions suivantes: "Je trouve que

la liberté et l'égalité sont également importantes, mais s'il fallait choisir l'une ou l'autre, je considérerais que la liberté est plus importante", ou "certainement que la liberté et l'égalité sont importantes, mais s'il fallait que je choisisse, je considérerais que l'égalité est plus importante."

⁸ La justice peut évidemment aussi être considérée comme une qualité morale qui devrait inspirer voire orienter l'action des citoyens et des politiciens.

⁹ Les personnes avaient à choisir entre 4 possibilités en ce qui concerne la politique gouvernementale par rapport aux gens qui viennent de pays moins développés pour travailler ici: Laisser venir toutes les personnes qui le désirent - Laisser venir tant qu'il y a du travail - Mettre des limites strictes - Interdire à tous.

¹⁰ Les personnes devaient affirmer leur accord ou désaccord avec cette affirmation.

¹¹ Il faut insister sur le fait que la question aborde le soutien des Églises et non pas de la seule Église catholique.

¹² Dans cette ligne, le questionnaire de l'EVS commun à tous les pays cite deux types de circonstances pouvant servir de critère d'approbation ou de désapprobation de l'avortement: (a) quand la femme n'est pas mariée, d'une part, (b) quand un couple marié ne veut plus avoir d'enfants, d'autre part. Pour être plus proche de la réalité et de sa complexité, nous avons ajouté, dans le questionnaire luxembourgeois, quatre autres circonstances, qui sont loin d'être fictives et exceptionnelles et qui permettent de se situer de manière plus large et plus complète dans ce domaine éthique controversé: (c) si la femme se trouve dans une situation sociale ou financière précaire, (d) si la grossesse risque de mettre en danger la vie de la femme, (e) si l'enfant à naître risque d'être atteint d'une maladie grave ou d'un handicap, et enfin (f) si la grossesse résulte d'un viol. Autrement dit, des circonstances qui renvoient à d'autres valeurs que celles qui sont habituellement invoquées pour rejeter l'avortement: la vie de la mère, sa dignité et son intégrité psychologique et physique, l'intégrité physique de l'enfant, des conditions de vie permettant à la mère et à l'enfant de mener une vie digne et à la mère d'élever et d'éduquer l'enfant à naître.

